

On s'abonne à l'imprimerie
du Gouvernement.

Prix : 12 francs par an,
payables par trimestre et
d'avance.

MESSAGER DE TAHITI.

Annonces : 1 franc la ligne.
S'adresser à l'imprimerie du
Gouvernement.

AVIS.

Aux termes de l'arrêté du 14 janvier 1848, toutes les embarcations des îles soumises au Protectorat, à l'exception de celles dites de plaisance, doivent avoir leur nom et leur numéro inscrits à l'arrière. Déclaration doit être faite au bureau du commissaire de police du nom du propriétaire, de celui de l'embarcation, de son espèce et de son numéro, avant le 15 octobre 1852, sous peine d'être poursuivi conformément aux arrêtés locaux.

Le directeur des affaires européennes,
Signé : CHAPPE.

PARTIE OFFICIELLE.

LOUIS-NAPOLÉON.

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice.

Considérant que c'est à la puissante volonté de l'empereur Napoléon qu'est due la confection du Code civil par lui promulgué ; Que c'est lui qui avait choisi les hommes éminents par lesquels a été préparé et achevée cette œuvre immortelle ;

Que c'est sous sa présidence au conseil d'État et sous les inspirations de son génie qu'ont été résolues les plus graves questions de notre droit civil ;

Que la reconnaissance publique a décoré ce Code du titre de *Code Napoléon* ;

Qu'en rétablissant cette dénomination on ne fait que rendre hommage à la vérité historique autant qu'au sentiment national ;

DÉCRÈTE :

ART. 1^{er}. Le Code civil reprendra la dénomination de *Code Napoléon*.

ART. 2. Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'État au département de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais des Tuileries, le 27 mars 1852.

Signé : LOUIS-NAPOLÉON.

Par le Prince Président :

Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'État,
au département de la justice,

Signé : ABBATUCCI.

ARRÊTÉ

promulguant aux îles de la Société le décret du
27 mars 1852.

Le chef de division, commissaire de la République près les îles de la Société,

ARRÊTE :

ART. 1^{er}. Le décret du 27 mars 1852, ordonnant que le Code civil reprendra la dénomination de *Code Napoléon* est exécuté dans les Établissements français de l'Océanie à compter du 11 octobre 1852.

ART. 2. Le présent arrêté et le décret dont il s'agit seront insérés au Bulletin officiel de la colonie.

Papeete, le 10 octobre 1852.

Signé : PAGE.

PARTIE NON OFFICIELLE.

COURS ET TRIBUNAUX.

TRIBUNAL DE POLICE CORRECTIONNELLE

Présidence de M. le capitaine d'artillerie
LE BRIGANT.

Le Tribunal de police correctionnelle vient d'avoir à juger trois affaires importantes.

Les deux premières concernent des délits de douane, faux manifeste, déclarations inexactes. Par deux jugements rendus séparément, la Cour a condamné :

1^o M. Thomas White, capitaine du navire américain le *Mousam*, à 2,000 francs d'amende et aux frais, pour avoir eu à son bord des spiritueux, des armes et munitions de guerre non portées sur le manifeste.

2^o M. Robert North Beauvais, capitaine du brick anglais *Maid of Sulpha*, à la même peine, avec confiscation des armes non déclarées sur le manifeste et saisies à son bord.

Dans toutes les contrées civilisées de pareils délits entraînent des amendes très graves. Il faut que l'habitude de traiter avec les sauvages des îles voisines ait singulièrement émué, chez quelque marin, le sentiment du droit à tout peuple indépendant, souverain maître chez soi, pour oser venir ainsi violer cette première et simple loi de toute douane dans l'établissement colonial d'une nation qui, certes, ne manque pas de ressources dans le monde.

La troisième affaire tire sa gravité du fond même du sujet.

Chaque année, vers l'époque où nous allons bientôt entrer, le commerce des oranges amène de la Californie à Tahiti une flotille de bateaux ; il importe donc à la loi de donner aux indigènes toute la garantie possible pour la vente de leurs produits.

Voici le fait : M. Salmon, négociant, considéré sur la place de Papeete, avait acheté des Indiens d'Hitiaa leur récolte d'oranges, sur pied, et leur avait fait des avances de fonds au moment de la maturité ; il ne put venir recueillir les fruits qu'il avait achetés, et des Indiens l'accusèrent de s'être fait rembourser ces avances, en usant contre eux de moyens réprouvés par la loi. Les débats ont révélé combien les Indiens sont loin encore de l'esprit de nos lois ;

châtres fausses ou controuvées, faux témoignages, ou tout au moins se démentant dans la même bouche, selon la position de la question. Ces pauvres gens semblent n'avoir pas la conscience qu'il y ait en tout cela crime ou délit. Quoiqu'il en soit, la plainte portée par les Indiens est tombée d'elle-même, et nous nous félicitons que le tribunal ait absous M. Salmon, en rendant sur l'affaire le verdict suivant :

DISPOSITIF.

Considérant que la plainte n'a servi de base à l'instance, et qu'il n'a été adressé au gouverneur par le chef, le juge et les habitants du district d'Hitaa, à dû être rejetée des débats, comme entachée de faux ;

Considérant que le juge Lathia a reconnu que cette plainte n'a été écrite sous sa dictée, et qu'il n'a pas été pris aucune part à sa rédaction ;

Considérant que les nombreuses contradictions de quelques-uns des témoins, et particulièrement celles des hommes Ahi et Tihou, ne permettent pas d'ajouter foi à leurs dépositions, et qu'il a fallu que le tribunal tint compte de leur manque de discernement pour ne pas leur infliger les peines sévères prévues par la loi contre les indigènes qui portent de faux témoignages ;

Considérant qu'il n'est ressort des débats que l'accusation portée contre M. Salmon, d'avoir abusé de la confiance des Indiens et de s'être fait donner par suite de menaces de l'argent qui ne lui était pas dû, n'est nullement prouvée ;

Qu'il en résulte, au contraire, que quelques-uns des habitants, qui traitaient des oranges à M. Salmon ou qui croyaient lui en devoir, ont payé sous les yeux du juge et sans la moindre observation de sa part, leur valeur en argent à son représentant Florio ;

Qu'il ait démontré enfin que le juge s'est volontairement chargé de payer, d'une liste, lui qui a été remise par Faresoa, à extinction, les noms des débiteurs qui viendraient lui apporter de l'argent pour M. Salmon, et que si ailleurs on ne peut admettre que la sentence a été traduite des lois, le juge n'a pu s'écarter sérieusement des sens, dont la cause serait devenue ce magistrat étant obligé de protéger le naturel des droits de tous et des droits de chacun des habitants ;

Considérant néanmoins que, sous les témoins, tant à charge qu'à décharge, d'accord à dire, que M. Salmon est assés à Hitaa, le santon étant déjà très avancée, il restait très peu de choses sur les autres ;

Qu'il est très probable, dès lors, que l'incident apporté à l'arrivée du santon, sur quelques-uns des Indiens dans l'impossibilité de retourner dans leur pays, n'est qu'un incident, et qu'il n'a pu être le résultat d'une fraude envers M. Salmon, si, lui ayant réellement reconnu leur récolte, elle avait péri sur son pied sans qu'il y eût de leur faute ;

Considérant aussi que la transaction passée entre M. Salmon et les Indiens (dont le tribunal ne s'est occupé que dans le seul but de leur restituer, le fait principal de l'accusation), doit être regardée comme nulle en justice, attendu qu'on ne s'est pas conformé, de part et d'autre, aux prescriptions de l'arrêté n° 40, du 15 octobre 1851, qui est ainsi conçu :

« Toute transaction avec des Français, ou étrangers et des indigènes sera stipulée dans un acte écrit, daté, et dû être signé par les contractants et par deux témoins habituels ou résidents, ou en présence d'un interprète du Gouvernement, qui déclarera que les parties comme les témoins ont une connaissance parfaite de la portée et du contenu de la double expédition, l'une en langue tahitienne, l'autre en français ; cette dernière, certifiée conforme à l'expédition en Tahitien, sera seule enregistrée, s'il y a lieu. Cependant, si le folio et le numéro de l'enregistrement pourront être mentionnés, par la suite, sur l'autre expédition, également certifiée conforme ;

« L'absence, de tout ou partie des formes énoncées entraînera l'annulation de la nullité du le texte de la plainte ;

« Sont démentant maintenant toutes les dispositions concernant les relations entre Français ou étrangers et des indigènes, en ce qui concerne tout acte de commerce, aux prescriptions du présent arrêté ;

Considérant que c'est bien à la requête du procureur de la République, en par application de l'article 132 du Code d'instruction, qu'il a été rendu par le tribunal à l'égard de l'affaire, et, par suite, qu'il ne peut être porté en appel ;

« En conséquence, d'ailleurs, que si les Indiens s'étaient portés partie civile l'affaire devenait mixte, et qu'elle exigeât la présence d'un juge indigène ;

Le tribunal est unanime, joignant en dernier ressort ;

« Déclare M. Salmon de l'accusation d'avoir abusé de la confiance des Indiens, et de s'être fait donner par suite de menaces de l'argent qui ne lui était pas dû ;

« Le déboute de ses prétentions à des dommages et intérêts ;

« Laisse à la diligence du procureur de la République le soin de

poursuivre les auteurs ou complices de la pièce qui a été rejetée des débats comme entachée de faux ;

Fait, clos et rendu à Papeete le 14 mai, jour, mais et an que d'après part.

Le greffier,

Y^e DUPONT.

Le président,

L. E. BRIGANT.

Mouvement du port de Papeete du samedi 2 au samedi 9 octobre 1852.

BÂTIMENTS ENTRÉS.

5. Goëlette de Raiatea *Eliza Mary*, capitaine Chapman, 125 tonneaux, 7 hommes d'équipage, venant de Raiatea en 7 jours.

7. Brig hainbourgeois *Charlotte*, capitaine Krüger, 160 tonneaux, 11 hommes d'équipage, venant des Gambiers, 8 jours de traversée, 170 tonneaux de sucre, assortiment, . . . 49,000 fr.

7. Goëlette de Samoa *Fetu ao*, capitaine Pritchard, 97 tonneaux, 11 hommes d'équipage, 8 passagers, venant de Tongatabu en 38 jours, provisions pour les missionnaires. Mouillée à Papeete.

9. Goëlette coloniale *Papeete*, venant des districts du Nord.

SORTIS.

8. Goëlette coloniale *Papeete*, pour Hitaa et Paen.

Le 10 octobre 10 h. 1/2. La goëlette française *Josephine* a été mise à l'eau ; cette goëlette était sur la cale depuis le 28 septembre.

AVIS.

MM. Casaubon et Bellais ont l'honneur de prévenir le public qu'ils viennent de recevoir une grande quantité de conserves alimentaires qu'ils vendent à des prix très modérés.

NOTICE.

Messrs Casaubon and Bellais have the honor to inform the public, that they have just received a large quantity of preserved meats, etc., which they will sell at a very moderate price.

EN PARTANCE POUR LONDRES.

Le trois mâts barque *PEARL*, commandé par M. Harrison, partira pour Londres le 15 novembre prochain.

Pour fret et passage, s'adresser à MM. Hort frères, négociants, à Papeete.

AVIS.

M. Laharrague à l'honneur de prévenir le public qu'il vient de recevoir un bel assortiment d'excellents cigares de Mandle No 2, coupés et façon Havane.

Il possède également des cigares pur Havane, en boîte de 200, qu'il recommande au public. Le tout à des prix très modérés.

Le gérant : Bnoz.